

**Discours de M. Antonio Pedro, Secrétaire Axécutif Adjoint, Commission
Economique pour l'Afrique (CEA)**

Prononcé au nom de la Secrétaire Exécutive Mme Vera Songwe

Conférence Economique Africaine 2 Décembre 2021

Son Excellence S.E. José Maria Neves, Président de la République de Cabo Verde

M. Julio Lopes, Maire de Sal

M. Achim Steiner, Administrateur, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Prof. Kevin Urama, Economiste en Chef par Intérim et Vice-président du Groupe de la Banque Africaine de Développement.

Honorables délégués, Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à la 16e édition de la Conférence Economique Africaine, qui se tient sous forme hybride à Sal, au Cap-Vert, au cours des trois prochains jours.

Il y a un an, nous étions aux prises avec une pandémie qui a fait d'innombrables victimes, détruit des moyens de subsistance et fait dérailler les progrès vers la réalisation des ODD.

Néanmoins, nous avons poursuivi la tradition de la Conférence Economique Africaine en organisant la première conférence exclusivement virtuelle sur le thème L'Afrique au-delà du COVID-19 : accélération vers un développement durable inclusif.

Alors que nous entamons les délibérations sur le thème de cette année, Financer le développement de l'Afrique après la crise du Covid-19, il convient de noter que notre

reprise a été marquée par des réponses fiscales divergentes, un accès divergent aux vaccins et, par conséquent, des voies de reprise divergentes.

Par exemple, en mars 2021, les pays Africains avaient dépensé moins de 1 pourcent de leur PIB sous forme de d'actions, de prêts publics et de garanties pour soutenir la reprise après la pandémie. En revanche, le montant équivalent pour les économies avancées était de 11,3 pourcent, tandis que la moyenne mondiale était de 6,1 pourcent.

En effet, l'émergence de la variante Omicron est la conséquence d'une réponse mondiale non coordonnée à la pandémie. Pour inverser les réponses asymétriques des pays avancés et des pays en développement à la crise, il est essentiel de garantir un accès équitable à des financements abordables. Cela souligne l'importance du thème de l'CEA cette année.

Excellences, distingués délégués, Mesdames et Messieurs,

Excellences, distingués délégués, Mesdames et Messieurs, Selon les Perspectives mondiales de l'OCDE de 2021, le déficit annuel de financement des ODD dans les pays en développement aurait augmenté de 1 700 milliards de dollars, soit environ 70 %, en 2020 ¹.

Parallèlement, les Investissements Directs Etrangers sont passés de 4,46 pourcent du PIB en 2015 à 3,54 pourcent du PIB en 2019, avec une baisse potentielle en 2021 en raison de la pandémie.

On s'attendait à ce que le secteur privé contribue à plus d'un tiers du financement requis pour les ODD, mais les contributions réelles ont été nettement inférieures, de 4 à 8 pourcent² seulement.

¹ <https://www.oecd.org/about/secretary-general/global-outlook-on-financing-for-sustainable-development.htm>

² Begashaw (2020): https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/01/ForesightAfrica2020_Chapter1_20200110.pdf

Nous devons faire davantage pour mobiliser le financement privé, d'autant plus que les marges de manœuvre budgétaires des pays en développement qui sont soumises à une pression extrême.

L'augmentation des dépenses couplée à la baisse des recettes a aggravé les déficits budgétaires de l'Afrique qui se sont détériorés, passant de -4,2 pourcent du PIB en 2019 à -7,6 pourcent du PIB en 2020.

Après une contraction de 3,2 pourcent en 2020, le PIB réel devrait rebondir à 3,6 pourcent en 2021 et 3,8 pourcent en 2022 (CEA, 2021).

Toutefois, ces taux de croissance ne sont que légèrement supérieurs à la croissance démographique annuelle de l'Afrique, qui est de 2,3 pourcent. Et nous ne pouvons pas supposer que les taux de croissance positifs se maintiendront.

Il est particulièrement préoccupant de constater que de nombreux pays en développement ne sont pas en mesure de répondre aux besoins sanitaires et humanitaires essentiels de leur population et de se remettre de la crise socio-économique, en raison de contraintes budgétaires croissantes et de l'augmentation du service de la dette.

En juin 2021, plus de 22 des 54 pays africains étaient soit en situation de surendettement³, soit exposés à un risque élevé, et de nombreux pays en développement étaient confrontés à une dépréciation de leur monnaie.

En outre, les pressions inflationnistes sont en hausse et menacent d'éroder le pouvoir d'achat des ménages déjà éprouvés par la pandémie.

Les décideurs politiques sont maintenant confrontés à la tâche colossale d'assurer une reprise socio-économique soutenue tout en mobilisant des ressources pour financer des déficits budgétaires et des obligations de dette croissantes.

³ BAD et FMI-Banque mondiale (2021).

En même temps, les pays doivent respecter les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 et faire face à la nouvelle urgence climatique.

Excellences, distingués délégués, Mesdames et Messieurs,

La pandémie n'a pas créé les vulnérabilités de l'Afrique en matière d'économie, de santé et de climat. Elle n'a fait que les exacerber.

Néanmoins, la pandémie a mis en évidence la nécessité urgente de s'attaquer aux vulnérabilités sous-jacentes du continent et d'utiliser la crise comme une occasion de mieux reconstruire.

Elle a également mis en évidence les lacunes de l'architecture de financement mondiale et renforcé l'importance d'une approche multilatérale pour lutter contre les chocs mondiaux tels que le Covid-19.

La possibilité de nouvelles variantes plus virulentes, associée à l'imminence des chocs climatiques, fait appeler à une réponse mondiale plus coordonnée à la pandémie, étayée par des mécanismes de financement et novateurs qui non seulement augmentent les financements publics, mais mobilisent aussi les investissements privés.

Même si les économies avancées ont été fortement touchées par la pandémie, leur réponse budgétaire à la crise a été plus robuste en raison de leur accès illimité aux réserves étrangères.

Cette réalité souligne l'asymétrie des réponses politiques des pays avancés et en développement à la crise.

L'architecture financière mondiale n'a pas permis de remédier aux asymétries sous-jacentes des réponses politiques. Les mécanismes de financement du développement, comme les allocations de DTS du FMI par exemple, sont liés à la taille d'une économie et non à la taille relative ou à l'impact du choc sur une économie.

En conséquence, seuls 5 pourcent de l'allocation sans précédent de 650 milliards de dollars en Droits de Tirage Spéciaux sont allés à l'Afrique.

Cela s'est produit alors que le continent dispose de la marge de manœuvre budgétaire la plus faible pour se remettre de la crise, des taux de pauvreté les plus élevés et qu'il compte 70 pourcent des pays les moins avancés.

Dans l'intervalle, les initiatives de réponse mondiales ciblent principalement les pays à faible revenu. Mais étant donné l'impact généralisé de la pandémie sur tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, ces initiatives ont laissé de côté les pays à revenu intermédiaire vulnérables, qui représentent actuellement 70 pourcent des pauvres de la planète.

Il est donc essentiel d'accroître le financement provenant de sources extérieures et intérieures pour faire face au risque croissant de défaut de paiement de la dette africaine dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Sur le plan extérieur, l'Afrique a besoin d'une nouvelle donne pour se remettre des ravages de la pandémie.

La Nouvelle Donne de Roosevelt a coûté 41,7 milliards de dollars à l'époque où il a été institué. Cela représente 653 milliards de dollars en dollars américains actuels, ce qui correspond à peu près à la nouvelle émission totale de DTS, soit 650 milliards de dollars.

Compte tenu de la population actuelle de l'Afrique, qui s'élève à 1,37 milliard d'habitants, une Nouvelle Donne devrait fournir 7,1 billions de dollars de financement pour égaler le Nouvelle Donne américain sur une base par habitant.

Les ressources nécessaires au financement d'une Nouvelle Donne sont énormes et ne peuvent être financées exclusivement par des ressources publiques. Le financement privé sera essentiel.

Pourtant, nous sommes tous conscients que le coût du financement privé est élevé. En même temps, les investissements privés en capital direct sont davantage motivés par des taux de rendement économique que par des considérations de bien-être social.

En combinant le financement public avec des ressources privées peut réorienter davantage d'investissements et de financements privés vers les secteurs sociaux et autres secteurs orphelins grâce au partage et à la mitigation des risques.

La CEA et PIMCO ont lancé la Facilité de Liquidité et de Durabilité (FLD) en marge de la CdP26 dans le but de réduire le coût des investissements de portefeuille dans les marchés émergents et d'attirer une nouvelle catégorie d'investisseurs sur le continent.

La Facilité de Liquidité et de Durabilité (FLD) vise à utiliser les DTS rétrocédés pour mobiliser des financements privés en permettant aux détenteurs d'obligations souveraines africaines d'accéder à des financements à court terme en utilisant ces instruments comme garantie.

Cela renforce l'attrait de ces instruments, accroît leur demande et réduit leurs rendements.

En outre, le FLD peut encourager les investissements verts en Afrique en offrant des taux d'intérêt préférentiels pour les obligations vertes émises par les souverains Africains.

Outre le soutien financier, le soutien politique et les engagements visant à promouvoir la valeur ajoutée en Afrique, à faciliter le transfert de technologies et à limiter les flux financiers illicites en provenance d'Afrique devraient être des éléments essentiels d'une Nouvelle Donne pour l'Afrique.

En définitive, le succès du redressement du continent après la pandémie dépend de l'efficacité de la réponse sanitaire. À cette fin, il est vital d'améliorer l'accès aux vaccins et de renoncer aux droits de brevet pour stimuler la production locale de vaccins.

Si la pandémie n'est pas combattue par un accès universel aux vaccins, des variantes plus résistantes et plus puissantes apparaîtront, menaçant l'effort mondial de lutte contre le virus. L'émergence récente de la variante Omicron du virus Covid-19 illustre mon propos.

Il est donc dans l'intérêt éclairé propres des pays développés de faciliter un accès accru aux vaccins sur le continent et de soutenir la fabrication locale de vaccins.

Complétées par des mesures politiques régionales et nationales appropriées, ces initiatives permettront non seulement d'améliorer les faibles taux de vaccination du continent, mais aussi de promouvoir la création d'emplois et la recherche scientifique dans le domaine du développement des vaccins.

Sans un financement accru des investissements productifs en Afrique et dans les pays en développement, les trajectoires de redressement divergentes renforcées par la pandémie continueront de se creuser, exacerbant les inégalités et sapant les progrès déjà affaiblis vers la réalisation des ODD.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Malgré les nouveaux défis, la pandémie a également été l'occasion pour nous de reconsidérer nos politiques et nos stratégies et de mobiliser plus efficacement nos ressources et de les aligner sur nos priorités de développement.

Nous avons également appris que nous sommes plus connectés aujourd'hui que jamais dans notre histoire ; nous ne sommes aussi forts que le maillon le plus faible dans notre écosystème de développement.

C'est le moment pour nous de nous réunir, de débattre et de converger sur les questions essentielles - qui retournent sur la bonne voie et accélèrent pour atteindre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (ODD) et œuvrer en faveur d'un avenir à pollution zéro.

Je suis convaincu que l'avenir est radieux pour l'Afrique et qu'il nous appartient à tous de le concrétiser. Je me réjouis des délibérations engagées au cours des prochains jours. J'espère qu'elles nous mettront sur la voie d'un meilleur avenir ensemble.

Je vous remercie de votre attention. Je vous souhaite une conférence très réussie.